

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1671

[2008/201771]

**8 MAI 2008.** — Décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Il est porté assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 mai 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon*, 753 (2007-2008), n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 30 avril 2008.

Discussion - Votes.

—  
Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne  
et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale  
créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 2, 2, 33, 35, 38, 39 et 167 ainsi que le chapitre IV, sections I<sup>re</sup> et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 du Conseil de la Communauté française créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'accord de coopération du 21 novembre 1996 entre la Communauté française de Belgique et la Région wallonne relatif au rapprochement des administrations compétentes en matière de relations internationales, tel que modifié;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 9 avril 1998 portant assentiment à l'accord de coopération du 27 janvier 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Région wallonne, mettant en œuvre le rapprochement des administrations compétentes en matière de relations extérieures et le décret du Conseil de la Communauté française du 2 juin 1998 portant assentiment à l'accord de coopération du 27 janvier 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Région wallonne mettant en œuvre le rapprochement des administrations compétentes en matière de relations extérieures;

Vu le décret du 13 juillet 1998 du Conseil de la Communauté française portant assentiment à l'accord de coopération du 30 avril 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française et le décret du 18 juin 1998 de l'Assemblée de la Commission communautaire française portant assentiment à l'accord de coopération du 30 avril 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et concernant les principes communs minimaux qui leur sont applicables;

Considérant que les déclarations de politique communautaire et régionale précisent que "l'unification administrative prendra la forme d'une fusion des deux entités administratives actuelles chargées des relations internationales et intégrant le réseau des délégués à l'étranger";

Considérant que la traduction juridique de cette fusion impliquera la rédaction d'un statut administratif et pécuniaire applicable au personnel de la carrière interne et au personnel de la carrière externe;

Considérant l'opportunité pour la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de conclure conjointement des accords avec des partenaires étrangers;

Considérant également l'intérêt pour la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de s'assurer une présence optimale sur la scène internationale et de participer à des manifestations internationales à l'étranger, de manière commune, en veillant à assurer une présence conjointe des services et départements respectifs en s'entendant sur la composition de cette représentation;

Prenant en compte le souci de chaque entité fédérée, partie au présent accord de coopération, de conserver une capacité d'action et une visibilité internationale propre lorsque des spécificités thématiques ou géopolitiques le justifient;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

La Commission communautaire française, représentée par son Collège,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *L'administration générale communautaire et régionale des relations internationales*

Article 1<sup>er</sup>. Il est créé un organisme chargé des relations internationales pour la Communauté française et la Région wallonne, appelé "Wallonie-Bruxelles International" et dont le sigle, ci-après utilisé, est "W.B.I.". Cet organisme est en outre chargé des relations internationales de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice lui a été transféré par la Communauté française.

W.B.I. est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent accord de coopération, W.B.I. est soumis aux dispositions de la loi précitée applicables aux organismes de ladite catégorie.

W.B.I. a son siège dans l'arrondissement administratif de Bruxelles. Il peut toutefois de l'accord du ou des Ministres concernés créer des antennes décentralisées sur le territoire de la Région wallonne, en particulier à Namur.

W.B.I. succède aux droits et aux obligations du Commissariat général aux Relations internationales visés dans le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 du Conseil de la Communauté française créant un Commissariat général aux Relations internationales et aux droits et aux obligations contractés par le Ministère de la Région wallonne et le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en ce qui concerne la Direction générale des Relations extérieures, fixés conformément à la procédure visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du présent accord de coopération.

#### CHAPITRE II. — *Attributions*

Art. 2. W.B.I. est chargé de la préparation et de la coordination des relations internationales ainsi que de l'exécution des tâches qu'elles comportent, dans les matières relevant des attributions de la Communauté française, de la Région wallonne, en ce compris les matières dont l'exercice lui a été transféré par la Communauté française, et de la Commission communautaire française, dans le cadre des matières dont l'exercice lui a été transféré par la Communauté française. Il met en œuvre la politique définie par le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Collège de la Commission communautaire française.

Il peut en outre se voir confier des missions particulières à caractère international par d'autres départements ministériels ou organismes d'intérêt public.

Sans préjudice de l'exercice des compétences du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions, du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions et du membre du Collège de la Commission communautaire française qui a les relations internationales dans leurs attributions, W.B.I. est également chargé d'assister les autres membres du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement wallon et de la Commission communautaire française dans leurs fonctions européennes et internationales.

Dans le cadre du transfert de certaines parties de la coopération au développement conformément ou en vertu de l'article 6<sup>ter</sup> de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, W.B.I. sera chargé des matières ainsi transférées à la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des missions spécifiques accomplies pour la Commission communautaire française visées à l'article 7 du présent accord de coopération, W.B.I. relève selon le cas de l'autorité du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions ou de l'autorité du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions.

Au début de chaque législature, le ou les membres des Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que le membre du Collège de la Commission communautaire française ayant les relations internationales dans leurs attributions soumettent aux différents Gouvernements une note stratégique.

§ 2. W.B.I. organise au moins trimestriellement une réunion de coordination avec les représentants des Ministres-Présidents et des membres du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française qui ont les relations internationales dans leurs attributions.

§ 3. La gestion journalière de W.B.I. est assurée par l'administrateur général ou administratrice générale assisté(e) d'un(e) administrateur général ou administratrice générale adjoint(e).

L'administrateur général ou l'administratrice générale exerce les missions exercées auparavant par le Commissaire général du Commissariat général aux Relations internationales et le Directeur général de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne.

Les fonctionnaires dirigeants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, sont désignés sur proposition conjointe du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon pour un mandat. Les modalités d'attribution et d'exercice du mandat sont fixées dans le statut du personnel visé à l'article 4 du présent accord de coopération.

Les mandats d'administrateur général ou administratrice générale de W.B.I. et de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers peuvent être exercés par le même mandataire.

§ 4. L'administrateur général ou administratrice générale représente W.B.I. dans toutes ses actions en justice en demandant ou en défendant.

§ 5. L'administrateur général ou administratrice générale participe aux collèges des fonctionnaires dirigeants, composé de l'ensemble des fonctionnaires généraux dirigeants des ministères et organismes de la Région wallonne et de la Communauté française, s'il échet.

§ 6. A l'exception des règles relatives aux délégations de compétences et de signatures concernant les missions spécifiques accomplies pour la Commission communautaire française visées à l'article 7 du présent accord, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon fixent de commun accord, et chacun pour ce qui le concerne par arrêté, les règles relatives aux délégations de compétences et de signatures à l'administrateur général ou administratrice générale et aux fonctionnaires généraux.

#### CHAPITRE IV. — *Personnel*

Art. 4. Le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon fixent de commun accord, par arrêtés :

1° le statut administratif et pécuniaire du personnel de W.B.I.;

2° le cadre du personnel;

3° chacun pour ce qui le concerne, les modalités de transfert d'office des membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales et de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne vers W.B.I., dans le respect des principes arrêtés à l'alinéa 3 du présent article.

Les membres du personnel de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne pourront choisir, avant le transfert, d'être maintenus au sein du Ministère de la Région wallonne avec mention de leur résidence administrative, sauf leur accord pour une autre résidence administrative.

Les arrêtés pris conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article appliquent les principes suivants :

— les membres du personnel statutaires et contractuels transférés conservent leur qualité, leur ancienneté pécuniaire, leur ancienneté administrative et leur résidence administrative; ils obtiendront un grade équivalent à celui qu'ils avaient avant le transfert;

— les membres du personnel contractuel sont transférés à W.B.I. dans le respect des dispositions légales existantes en matière de contrats de travail.

#### CHAPITRE V. — *Gestion financière*

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les biens, droits et obligations transférés à W.B.I. consécutivement au transfert de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne à W.B.I. sont arrêtés par le Gouvernement wallon, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté française.

Les biens, droits et obligations transférés à W.B.I. consécutivement au transfert du Commissariat général aux Relations internationales à W.B.I. sont arrêtés par le Gouvernement de la Communauté française, après concertation avec le Gouvernement wallon.

Les arrêtés visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du présent paragraphe sont fixés en appliquant les principes suivants :

1° les biens meubles, corporels et incorporels, sont transférés à W.B.I.;

2° les archives sont transférées à W.B.I. conformément à un relevé établi par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne;

3° les biens meubles sont transférés dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'avec les droits y afférents;

4° l'ensemble des droits de propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, publications ou créations initiés par le Commissariat général aux Relations internationales ou par la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne sont transférés à W.B.I., selon des modalités définies par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française;

5° les biens immeubles dont l'inventaire est annexé à l'arrêté du Gouvernement concerné, est transféré d'office, dans l'état dans lequel ils se trouvent ainsi qu'avec les droits y afférents, à W.B.I.;

6° les droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par le Commissariat général aux Relations internationales ou par la Région wallonne, en ce qui concerne la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne, sont transférés à W.B.I. et font l'objet d'un inventaire repris en annexe des arrêtés susvisés;

7° W.B.I. succède au Commissariat général aux Relations internationales et à la Région wallonne, en ce qui concerne la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne, pour l'ensemble des obligations relatives au personnel ou aux biens qui lui sont transférés ainsi que dans les litiges auxquels le Commissariat général aux Relations internationales et la Région wallonne, en ce qui concerne la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne, sont parties.

§ 2. Les ressources de W.B.I. sont :

1° les recettes de ses activités provenant d'organisations représentatives des différents secteurs publics et privés de Wallonie-Bruxelles;

2° les crédits alloués pour couvrir les frais relatifs à des missions particulières qui lui seraient demandées par d'autres départements ou organismes d'intérêt public;

3° le produit de son patrimoine;

4° les dotations à charge des budgets de la Communauté française et de la Région wallonne, et conformément à l'article 7 du présent accord de coopération, de la Commission communautaire française.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française déterminent de commun accord les parts respectives qu'ils affectent d'une part aux frais conjoints, notamment de fonctionnement et d'organisation et, d'autre part, à la mise en œuvre de leurs compétences. Dans ce dernier cas, les dépenses en résultant sont clairement identifiées dans le budget et les comptes;

5° les subventions en provenance de personnes morales de droit public;

6° les dons et les legs faits en faveur de W.B.I.;

7° les emprunts moyennant approbation des Gouvernements de la Communauté française et wallon, dans le respect de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 précitée.

§ 3. Les Gouvernements de la Communauté française et wallon déterminent de commun accord, et chacun pour ce qui le concerne par arrêté, des règles relatives à la comptabilité, à la reddition des comptes ainsi qu'aux situations périodiques de W.B.I., en appliquant les principes suivants :

1° établissement d'un budget annuel de W.B.I. comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses de W.B.I., quelles qu'en soient l'origine et la cause, l'année budgétaire coïncidant avec l'année civile;

2° présentation distincte des recettes et dépenses résultant de l'exercice de missions visées à l'article 2, alinéas 2 et 4, du présent accord de coopération;

3° établissement du projet de budget par l'administrateur général et soumission de ce projet aux Ministres du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française ayant les relations internationales dans leurs attributions;

4° communication du budget et du projet de comptes annuels tel que disponible au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté française en annexe du budget général des dépenses de la Région wallonne et du budget général des dépenses de la Communauté française;

5° mise en œuvre du principe selon lequel le défaut d'approbation du budget au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente;

6° soumission des transferts et dépassements de crédits à l'autorisation des gouvernements;

7° établissement des comptes annuels d'exécution du budget et de la situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée au plus tard le 30 avril de l'année qui suit.

Ces mêmes Gouvernements fixent de commun accord et chacun pour ce qui le concerne par arrêté, les règles relatives :

1° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;

2° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :

a) des amortissements;

b) des dotations aux fonds de renouvellement;

c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de W.B.I.;

3° à la détermination des bénéfices et à leur affectation.

#### CHAPITRE VI. — *Contrôle budgétaire et financier*

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du présent accord, W.B.I. est placé sous le contrôle des membres des Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ayant les finances comme attribution pour ce qui concerne les aspects budgétaires et financiers, ces derniers étant assistés par les inspecteurs des finances selon des modalités fixées de commun accord par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, et chacun pour ce qui le concerne par arrêté.

Pour ce qui les concerne, l'exercice des missions visées à l'article 2 du présent accord de coopération se fait conformément aux priorités et aux orientations définies de manière concertée par le Gouvernement de la Communauté française et par le Gouvernement wallon.

§ 2. W.B.I. établit annuellement un rapport sur son activité durant l'exercice écoulé. Ce rapport est communiqué au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française par le Ministre compétent du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon, au plus tard le 31 mars. Il est déposé respectivement sur le bureau du Parlement de la Communauté française et du Parlement wallon, au plus tard le 31 mai.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions spécifiques à la Commission communautaire française*

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. W.B.I. est chargé directement des missions visées à l'article 2 du présent accord de coopération, pour ce qui concerne la Commission communautaire française, par le membre du Collège qui a les relations internationales dans ses attributions.

W.B.I. exécute les missions relevant de la Commission communautaire française en concertation avec son administration et dans le cadre d'un crédit annuel mis à sa disposition par son Collège et comptabilisé au moyen de crédits budgétaires spécifiques.

§ 2. W.B.I. soumet les projets à l'accord du membre du Collège de la Commission communautaire française qui a les Relations internationales dans ses attributions. Il en informe le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions. Il informe également le membre du Collège de la Commission communautaire française sectoriellement compétent.

§ 3. En cas de contrariété d'intérêt, et notamment dans le cas où une mission confiée à W.B.I. par le Collège de la Commission communautaire française devrait se dérouler dans un pays avec lequel la Communauté française a rompu ses relations pour des raisons politiques, W.B.I. prévient le membre du Collège de la Commission communautaire française qui a les relations internationales dans ses attributions et le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions.

§ 4. W.B.I. établit annuellement un rapport sur son activité durant l'exercice écoulé, spécifiquement relatif aux missions qui lui sont confiées par la Commission communautaire française. Ce rapport est communiqué au Collège de la Commission communautaire française par le membre du Collège ayant les Relations internationales dans ses attributions, au plus tard le 31 mars. Il est déposé sur le bureau du Parlement francophone bruxellois.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du statut et du cadre tels que visés à l'article 4, 1° et 2°, du présent accord de coopération, les membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales et du Ministère de la Région wallonne sous les mots "Direction générale des Relations extérieures" sont chargés d'une mission auprès de W.B.I.

§ 2. La procédure relative à l'attribution du mandat d'administrateur(trice) général(e) adjoint(e) est initiée dès l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le statut du personnel de Wallonie-Bruxelles International. Jusqu'à l'attribution des mandats d'administrateur(trice) général(e) et d'administrateur(trice) général(e) adjoint(e) fixée dans le statut visé à l'article 4, 1<sup>o</sup>, du présent accord de coopération, le gestion journalière de W.B.I. est assurée par le Commissaire général du Commissariat général aux Relations internationales et le directeur général de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

§ 3. Le premier mandat d'administrateur général ou d'administratrice générale de W.B.I. peut être attribué à la personne qui exerce la fonction de commissaire général du Commissariat général aux Relations internationales et de directeur général de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne.

§ 4. Jusqu'à l'entrée en fonction de l'administrateur(trice) général(e) et de l'Administrateur(trice) général(e) adjoint(e), les directeurs généraux adjoints du Commissariat général aux Relations internationales auxquels a été attribuée une nouvelle lettre de mission en date du 26 octobre 2007 sont membres du Comité de direction.

#### CHAPITRE IX. — *Mise en œuvre de l'accord de coopération*

Art. 9. Pour l'application du présent accord de coopération, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et, le cas échéant, le Collège de la Commission communautaire française fixent, de commun accord, et chacun pour ce qui le concerne par arrêté, toutes les dispositions nécessaires.

#### CHAPITRE X. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 10. Les accords de coopération suivants sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'accord de coopération du 21 novembre 1996 relatif au rapprochement des administrations compétentes en matière de relations internationales, tel que modifié.

2<sup>o</sup> l'accord de coopération du 27 janvier 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Région wallonne mettant en œuvre le rapprochement des administrations compétentes en matière des relations extérieures, pour lequel l'assentiment de la Région wallonne a été donné par le décret du 9 avril 1998 et l'assentiment de la Communauté française par le décret du 2 juin 1998;

3<sup>o</sup> l'accord de coopération du 30 avril 1998 entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française, pour lequel l'assentiment de la Communauté française a été donné par le décret du 13 juillet et l'assentiment de la Commission communautaire française par le décret du 18 juin 1998.

#### CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 12. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Bruxelles, le 20 mars 2008, en trois originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget et de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,  
B. CEREXHE

Le Ministre de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
F. DUPUIS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 1671

[2008/201771]

**8 MEI 2008.** — Decreet houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008, is goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 753 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 april 2008.

Bespreking - Stemmingen.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles"

Gelet op de artikelen 1, 2, 2, 33, 35, 38, 39 en 167, alsook op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 en 92bis, § 1;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 van de Raad van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 november 1996 tussen de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest betreffende de toenadering van de besturen bevoegd voor de internationale betrekkingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 9 april 1998 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 27 januari 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest tot uitvoering van de toenadering van de besturen bevoegd voor de internationale betrekkingen en het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 27 januari 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest tot uitvoering van de toenadering van de besturen bevoegd voor de internationale betrekkingen;

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 van de Raad van van de Franse Gemeenschap houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 april 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie en het decreet van 18 juni 1998 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 april 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren en betreffende de minimale gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn;

Overwegende dat in de gemeenschappelijke en gewestelijke beleidsverklaringen nader bepaald wordt dat de "administratieve vereniging de vorm zal aannemen van een fusie van de huidige twee administratieve entiteiten die instaan voor internationale betrekkingen en die het netwerk van de afgevaardigden in het buitenland integreren";

Overwegende dat de juridische vertaling van die fusie de opstelling zal inhouden van een administratief en geldelijk statuut dat toepasselijk zal zijn op het personeel van de interne loopbaan en op het personeel van de externe loopbaan;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie de mogelijkheid zullen hebben om samen overeenkomsten met buitenlandse partners te sluiten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie er belang bij hebben optimaal aanwezig te zijn op het internationale toneel en samen deel te nemen aan internationale gebeurtenissen in het buitenland, dat ze een gezamenlijke aanwezigheid van de respectieve diensten en departementen moeten waarborgen en het eens moeten worden over de samenstelling van die vertegenwoordiging;

Overwegende dat elke deelstaat die dit samenwerkingsakkoord heeft ondertekend zijn actiecapaciteit en zijn eigen internationale zichtbaarheid wenst te behouden wanneer thematische of geopolitieke specificiteiten het rechtvaardigen;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College,

Zijn overeengekomen wat volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene gemeenschappelijke en gewestelijke administratie voor internationale betrekkingen*

Artikel 1. Er wordt een instelling opgericht die met de internationale betrekkingen voor de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest belast wordt, namelijk "Wallonie-Bruxelles International", afgekort : "W.B.I. ». Die instelling wordt bovendien belast met de internationale betrekkingen voor de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wat betreft de materies waarvan de uitoefening haar door de Franse Gemeenschap is overgedragen.

W.B.I. is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid die ingedeeld is onder de instellingen van categorie A in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. W.B.I. valt onder de bepalingen van voornoemde wet die toepasselijk zijn op de instellingen van bedoelde categorie, tenzij daarvan afgeweken wordt in dit samenwerkingsakkoord.

De zetel van W.B.I. is gevestigd in het administratief arrondissement van Brussel. Met de instemming van de betrokken Minister(s) kan ze evenwel gedecentraliseerde antennes op het grondgebied van het Waals Gewest oprichten, in het bijzonder in Namen.

W.B.I. erft de rechten en plichten van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen) bedoeld in het decreet van 1 juli 1982 van de Raad van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een "Commissariat général aux Relations internationales" en de rechten en plichten aangegaan door het Ministerie van het Waals Gewest en het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer voor wat betreft het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen, vastgelegd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 5, § 1, van dit samenwerkingsakkoord.

#### HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheden*

Art. 2. W.B.I. wordt belast met de voorbereiding en de coördinatie van de internationale betrekkingen, alsook met de uitvoering van de desbetreffende taken in de materies die ressorteren onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, met inbegrip van de materies waarvan de uitoefening haar door de Franse Gemeenschap is overgedragen, en van de Franse Gemeenschapscommissie in het raam van de materies waarvan de uitoefening haar door de Franse Gemeenschap is overgedragen. Zij zorgt voor de tenuitvoerlegging van het beleid uitgestippeld door de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waals Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ze kan ook door andere ministeriële departementen of instellingen van openbaar nut met bijzondere internationale opdrachten belast worden.

Onverminderd de uitoefening van de bevoegdheden van het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat voor internationale betrekkingen bevoegd is, van het lid van de Waalse Regering dat voor internationale betrekkingen bevoegd is en van het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat voor internationale betrekkingen bevoegd is, wordt W.B.I. ook belast met de begeleiding van de overige leden van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapscommissie in hun Europese en internationale functies.

In het raam van de overdracht van sommige delen van ontwikkelingssamenwerking overeenkomstig of krachtens artikel 6ter van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 wordt W.B.I. belast met de materies overgedragen aan de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 3. § 1. Onverminderd de in artikel 7 van dit samenwerkingsakkoord bedoelde specifieke opdrachten die voor de Franse Gemeenschapscommissie vervuld worden, staat W.B.I. onder het gezag van het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat voor internationale betrekkingen bevoegd is of onder het gezag van het lid van de Waalse Regering dat voor internationale betrekkingen bevoegd is, al naar gelang van het geval.

Aan het begin van elke legislatuur legt het lid/leggen de leden van de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waals Gewest, alsook het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die voor internationale betrekkingen bevoegd zijn een strategische nota aan de verschillende Regeringen over.

§ 2. W.B.I. organiseert minstens om de drie maanden een coördinatievergadering met de vertegenwoordigers van de Ministers-Presidenten en de leden van de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie die voor internationale betrekkingen bevoegd zijn.

§ 3. Het dagelijks beheer van W.B.I. wordt waargenomen door de administrateur-generaal of administratrice-generaal, bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal of -administratrice-generaal.

De administrateur-generaal of administratrice-generaal vervult de opdrachten die voorheen vervuld werden door de Commissaris-generaal van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen en door de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest.

De leidend ambtenaren bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf worden voor een mandaat aangewezen op de gezamenlijke voordracht van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering. De modaliteiten voor de toekenning en de uitoefening van het mandaat liggen vast in het personeelsstatuut bedoeld in artikel 4 van dit samenwerkingsakkoord.

De mandaten van administrateur-generaal of administratrice-generaal van W.B.I. en van het "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" (Waals agentschap voor uitvoer en buitenlandse investeringen) kunnen door dezelfde mandataris uitgeoefend worden.

§ 4. De administrateur-generaal of administratrice-generaal vertegenwoordigt W.B.I. in al haar rechtsvorderingen als eisende of verwerende partij.

§ 5. De administrateur-generaal of administratrice-generaal neemt deel aan de colleges van de leidend ambtenaren, die samengesteld zijn uit het geheel van de leidend ambtenaren-generaal van de ministeries en instellingen van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap, in voorkomend geval.

§ 6. Behalve de regels betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekeningen i.v.m. de in artikel 7 van dit samenwerkingsakkoord bedoelde specifieke opdrachten die voor de Franse Gemeenschapscommissie vervuld worden, bepalen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering in onderlinge samenspraak, ieder wat haar betreft bij besluit, de regels betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekeningen aan de administrateur-generaal of administratrice-generaal en aan de ambtenaren-generaal.

#### HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 4. De Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering bepalen in onderlinge samenspraak bij besluit :

1° het administratief en geldelijk statuut van het personeel van W.B.I.;

2° de personeelsformatie;

3° ieder wat haar betreft, de modaliteiten voor de overplaatsing ambtshalve van de personeelsleden van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen en van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest naar W.B.I., met inachtneming van de beginselen die in het derde lid van dit artikel vastliggen.

De personeelsleden van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest mogen vóór hun overplaatsing kiezen om binnen het Ministerie van het Waals Gewest gehandhaafd te worden met melding van hun administratieve verblijfplaats, behalve als ze met een andere administratieve verblijfplaats instemmen.

De besluiten genomen overeenkomstig het eerste lid van dit artikel passen de volgende beginselen toe :

— de overgeplaatste statutaire en contractuele personeelsleden behouden hun hoedanigheid, geldelijke anciënniteit, administratieve anciënniteit en verblijfplaats; ze krijgen een graad die overeenstemt met de graad die ze vóór hun overplaatsing hadden;

— de contractuele personeelsleden worden naar W.B.I. overgeplaatst met inachtneming van de bestaande wetsbepalingen inzake arbeidsovereenkomsten.

#### HOOFDSTUK V. — *Financieel beheer*

Art. 5. § 1. De goederen, rechten en plichten overgedragen aan W.B.I. ingevolge de overheveling van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest naar W.B.I. worden door de Waalse Regering bepaald na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap.

De goederen, rechten en plichten overgedragen aan W.B.I. ingevolge de overheveling van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen naar W.B.I. worden door de Regering van de Franse Gemeenschap bepaald na overleg met de Waalse Regering.

De besluiten bedoeld in het eerste en in het tweede lid van deze paragraaf worden vastgelegd met inachtneming van de volgende beginselen :

1° de lichamelijke en onlichamelijke roerende goederen worden aan W.B.I. overgedragen;

2° de archieven worden aan W.B.I. overgedragen op grond van een lijst opgesteld door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, ieder wat haar betreft;

3° de roerende goederen worden overgedragen in de staat waarin ze zich bevinden, alsook met de desbetreffende rechten;

4° het geheel van de intellectuele of industriële eigendomsrechten betreffende de werken, publicaties of creaties die geïnitieerd worden door het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen of het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest wordt aan W.B.I. overgedragen volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap;

5° de onroerende goederen waarvan de lijst bij het besluit van de betrokken Regering gaat worden ambtshalve aan W.B.I. overgedragen in de staat waarin ze zich bevinden, alsook met de desbetreffende rechten;

6° de rechten en plichten die voortvloeien uit de overeenkomsten en verbintenissen aangegaan door het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen of door het Waals Gewest, wat betreft het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest, worden overgedragen aan W.B.I. en opgenomen op een lijst die bij voornoemde besluiten gaat;

7° W.B.I. volgt het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen of het Waals Gewest op, wat betreft het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest, voor het geheel van de plichten betreffende het personeel en de goederen die haar overgedragen worden, alsook in de geschillen waarbij het



Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen of het Waals Gewest, wat betreft het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest, betrokken zijn.

§ 2. De hulpmiddelen van W.B.I. zijn :

1° de opbrengsten van haar activiteiten afkomstig van representatieve organisaties van de verschillende openbare en privésectoren van "Wallonie-Bruxelles";

2° de kredieten toegekend ter dekking van de kosten betreffende bijzondere opdrachten die haar gevraagd zouden worden door andere departementen of instellingen van openbaar nut;

3° de opbrengst van haar erfgoed;

4° de dotaties ten laste van de begrotingen van de Franse Gemeenschap en van het Waals Gewest en, overeenkomstig artikel 7 van dit samenwerkingsakkoord, van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepalen in onderlinge samenspraak de respectieve bedragen die ze bestemmen voor de gezamenlijke kosten, o.a. werkings- en organisatiekosten, enerzijds, en voor de tenuitvoerlegging van hun bevoegdheden, anderzijds. In het laatste geval worden de desbetreffende uitgaven duidelijk geïdentificeerd in de begroting en de rekeningen;

5° de subsidies afkomstig van publiekrechtelijke rechtspersonen;

6° de giften en legaten ten gunste van W.B.I.;

7° de leningen met de goedkeuring van de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, met inachtneming van artikel 12 van voornoemde wet van 16 maart 1954.

§ 3. De Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering bepalen in onderlinge samenspraak, ieder wat haar betreft bij besluit, regels betreffende de boekhouding, de rekening en verantwoording, alsook de periodieke toestanden van W.B.I., met toepassing van de volgende beginselen :

1° opmaking van een jaarlijkse begroting van W.B.I. met alle ontvangsten en uitgaven van W.B.I., ongeacht de herkomst en de oorzaak ervan, waarbij het begrotingsjaar met het kalenderjaar overeenstemt;

2° aparte overlegging van de ontvangsten en uitgaven i.v.m. uitoefening van opdrachten bedoeld in artikel 2, tweede en vierde lid, van dit samenwerkingsakkoord;

3° opmaking van een ontwerp van begroting door de administrateur-generaal en overlegging van dat ontwerp aan de Ministers van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap die voor internationale betrekkingen bevoegd zijn;

4° overlegging van de begroting en van het ontwerp van jaarrekeningen zoals beschikbaar aan het Waals Parlement en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap als bijlage bij de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest en bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap;

5° tenuitvoerlegging van het beginsel op grond waarvan het gebrek aan goedkeuring van de begroting op de eerste dag van het begrotingsjaar geen beletsel vormt voor het gebruik van de kredieten voorzien in het ontwerp van begroting, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegelaten worden door de begroting van het vorige jaar;

6° onderwerping van de overdrachten en overschrijvingen van kredieten aan de toestemming van de regeringen;

7° opmaking van de jaarlijkse uitvoeringsrekeningen van de begroting en van de actieve en passieve toestand op 31 december van het betrokken jaar uiterlijk 30 april van het volgende jaar.

Diezelfde Regeringen bepalen in onderlinge samenspraak en ieder wat haar betreft bij besluit de regels betreffende :

1° de wijze waarop de bestanddelen van het erfgoed geraamd worden;

2° de wijze van berekening en vastlegging van het maximumbedrag van :

a) de afschrijvingen;

b) de dotaties aan de hernieuwingsfondsen;

c) de speciale reserves en andere voorschotten die nodig zijn wegens de aard van de activiteiten van W.B.I.;

3° de bepaling van de winsten en de bestemming ervan.

#### HOOFDSTUK VI. — *Budgettaire en financiële controle*

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 3, § 1, eerste lid, van dit akkoord, staat W.B.I. onder de controle van de leden van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering die voor Financiën bevoegd zijn wat betreft de budgettaire en financiële aspecten; de leden van de Waalse Regering worden door de inspecteurs van Financiën bijgestaan volgens modaliteiten die in onderlinge samenspraak vastgelegd worden door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, ieder wat haar betreft bij besluit.

Wat hen betreft, worden de opdrachten bedoeld in artikel 2 van dit samenwerkingsakkoord uitgeoefend overeenkomstig de prioriteiten en de richtlijnen die in onderlinge samenspraak door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering bepaald worden.

§ 2. W.B.I. maakt jaarlijks een verslag op over haar activiteit van het afgelopen boekjaar. Dat verslag wordt uiterlijk 31 maart door de bevoegde Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap overgemaakt. Het wordt uiterlijk 31 mei op het bureau van respectievelijk het Parlement van de Franse Gemeenschap en van het Waals Parlement neergelegd.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen eigen aan de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 7. § 1. Wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, wordt W.B.I. door het lid van het College dat voor internationale betrekkingen bevoegd is rechtstreeks belast met de opdrachten bedoeld in artikel 2 van dit samenwerkingsakkoord.

W.B.I. vervult de opdrachten die onder de Franse Gemeenschapscommissie ressorteren in overleg met haar administratie en in het raam van een jaarlijks krediet dat haar door haar College ter beschikking gesteld wordt en dat d.m.v. specifieke begrotingskredieten geboekt wordt.

§ 2. W.B.I. onderwerpt de ontwerpen aan de toestemming van het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat voor internationale betrekkingen bevoegd is. Ze geeft kennis daarvan aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat voor internationale betrekkingen bevoegd is. Ze geeft ook kennis daarvan aan het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat sectoraal bevoegd is.

§ 3. In geval van tegenstrijdigheid van belangen, o.a. wanneer een opdracht die door het College van de Franse Gemeenschapscommissie aan W.B.I. wordt toevertrouwd vervuld zou moeten worden in een land waarmee de Franse Gemeenschap haar betrekkingen heeft verbroken om politieke redenen, verwittigt W.B.I. het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat voor internationale betrekkingen bevoegd is en de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die voor internationale betrekkingen bevoegd is.

§ 4. W.B.I. maakt jaarlijks een verslag over haar activiteit van het afgelopen boekjaar dat specifiek betrekking heeft op de opdrachten die haar door de Franse Gemeenschapscommissie toevertrouwd worden. Dat verslag wordt uiterlijk 31 maart aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie overgemaakt door het lid van het College dat voor internationale betrekkingen bevoegd is. Het wordt neergelegd op het bureau van het Brussels Franstalig Parlement.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 8. § 1. Tot de datum van inwerkingtreding van het statuut en van de formatie bedoeld in artikel 4, 1° en 2°, van dit samenwerkingsakkoord worden de personeelsleden van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen en van het Ministerie van het Waals Gewest onder de woorden Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen belast met een opdracht bij W.B.I.

§ 2. De procedure betreffende de toewijzing van het mandaat van adjunct-administrateur(trice)-generaal wordt opgestart zodra het besluit tot vastlegging van het statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" in werking treedt. Tot de toewijzing van de mandaten van adjunct-administrateur-generaal en -administratrice-generaal, waarin voorzien wordt in het statuut bedoeld in artikel 4, 1°, van dit samenwerkingsakkoord wordt het dagelijks beheer van W.B.I. waargenomen door de Commissaris-generaal van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen en door de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest in functie op de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

§ 3. Het eerste mandaat van administrateur-generaal of administratrice-generaal van W.B.I. kan toegewezen worden aan de persoon die het ambt uitoefent van commissaris-generaal van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse Betrekkingen en van directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waals Gewest.

§ 4. De adjunct-directeurs-generaal van het Commissariaat-generaal voor Buitenlandse betrekkingen aan wie op 26 oktober 2007 een nieuwe opdrachtbrief is toegewezen zijn lid van het directiecomité totdat de adjunct-administrateur-generaal en -administratrice-generaal in functie treden.

#### HOOFDSTUK IX. — *Tenuitvoerlegging van het samenwerkingsakkoord*

Art. 9. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord bepalen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse regering en, in voorkomend geval, het College van de Franse Gemeenschapscommissie in onderlinge samenspraak, en ieder wat hem betreft bij besluit, alle nodige maatregelen.

#### HOOFDSTUK X. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 10. De volgende samenwerkingsakkoorden worden opgeheven :

1° het samenwerkingsakkoord van 21 november 1996 betreffende de toenadering van de besturen bevoegd voor de internationale betrekkingen, zoals gewijzigd.

2° het samenwerkingsakkoord van 27 januari 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en het Waalse Gewest tot uitvoering van de toenadering van de besturen bevoegd voor de internationale betrekkingen, goedgekeurd door het Waals Gewest bij decreet van 9 april 1998 en door de Franse Gemeenschap bij decreet van 2 juni 1998;

3° het samenwerkingsakkoord van 30 april 1998 tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie, goedgekeurd door de Franse Gemeenschap bij decreet van 13 juli en door de Franse Gemeenschapscommissie bij decreet van 18 juni 1998.

#### HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de eerste dag van de maand na de laatste goedkeuring ervan.

Brussel, 20 maart 2008, in drie originele exemplaren.

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,  
M. DAERDEN

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,  
M. DAERDEN

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,  
B. CEREXHE

De Minister van Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,  
F. DUPUIS